

**OBJET : arrêté 2011.33 Travaux de goudronnage + création d'ilots - Route de Vienne**

Vu le Code de la Route,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

Vu la demande de l'entreprise BUFFIN TP d'Ampuis pour réaliser des travaux d'entretien sur la Route de Vienne (CC. n°1), considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité de la circulation automobile et piétonnière ainsi que des ouvriers, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**Le Maire de la Commune de SAINT-PRIM**

**ARRETE**

**Article 1 :** La circulation sera temporairement réglementée sur la Route de Vienne (CC. n°1) dans les conditions définies ci-après. Cette réglementation sera applicable du 5 septembre 2011 et jusqu'à la fin des travaux.

**Article 2 :** La circulation des véhicules sera interdite sur cette voie sauf pour les transports scolaires. Les déviations se feront soit par la route de Vienne, le chemin du Chataignier, le chemin des Grandes Bruyères, la route de Glay.

**Article 3 :** La signalisation du chantier (jours et nuits) sera mise en place, entretenue et déposée, sous contrôle de l'entreprise BUFFIN TP d'Ampuis. Une signalisation spécifique pour la circulation des piétons, l'accès des riverains et le service de collecte des ordures ménagères devra être mise en place en cas de nécessité.

**Article 4 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Le Maire, l'entreprise responsable des travaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté dont ampliation sera transmise à l'entreprise, à la CCPR et à la Gendarmerie de St-Clair du Rhône.

Fait à Saint-Prim, le 3 septembre 2011

**Le Maire**  
**P. BARRAUD**